



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

A R R E T E

n°**2005-11-3** daté du **11 janvier 2005** portant
autorisation , au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ,
à la **S.a.s.. BUDELPACK à Lièpvre**
de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une unité
de formulation de produits cosmétiques

Le préfet du département du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** la demande présentée en date du 17 septembre 2003 par la société SCHWARTZKOPF et HENKEL dont le siège social est à DUSSELDORF (Allemagne), en vue d'obtenir l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une unité de formulation de produits d'hygiène à LIEPVRE,
- VU** la demande de changement de raison sociale en date du 26 février 2004 au bénéfice de la S.A.S. BUDELPACK LIEPVRE dont le siège social est à Lièpvre, zone industrielle de Bois l'Abesse,
- VU** le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet,
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement,
- VU** le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 8 mars au 8 avril 2004,
- VU** les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative,
- VU** le rapport du 18 novembre 2004 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène séance du 2 décembre 2004,

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDÉRANT	que les mesures imposées à l'exploitant, notamment : les normes de rejets des eaux et les modalités de leur contrôle, les dispositions de sécurité pour le stockage de produits inflammables, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,
CONSIDÉRANT	que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, notamment : les moyens de lutte contre l'incendie et la protection du milieu naturel vis à vis des eaux d'extinction d'un incendie, permettent de limiter les inconvénients et dangers,
APRÈS	communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande,
SUR	proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin,

ARRÊTE

I - GÉNÉRALITÉS

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

Sous réserve du respect des prescriptions édictées aux articles 2 et suivants, la S.a .s.. BUDELPACK Lièpvre dont le siège social est situé en zone industrielle du Bois l'Abesse à Lièpvre, est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation des installations de fabrication de produits cosmétiques sur son site de Lièpvre, à la même adresse.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
2630	Fabrication industrielle de (ou à base de) détergents et savons, la capacité de production étant supérieure ou égale à 5 t/j	Six installations de mélange Capacité de production = 657 t/j	A
2920.2	Installation de réfrigération ou compression de fluide non inflammable ou non toxique, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW	3 compresseurs = 220 kW (55+55+110 kW) 13 réfrigérations = 281,5 kW (127,5+95,5+55+3,5 kW) Puissance totale = 501,5 kW	A
1432.2	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	1 cuve enterrée de 800 l de fuel léger; 2 fûts de 200 l 114,5 m ³ de parfums dont 4,5 m ³ ayant un point éclair < 55°C 400 l d'alcool éthylique ayant un point éclair < 55°C Capacité équivalente = 27,14 m³	D
2564.3	Nettoyage, dégraissage de métaux par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant compris entre 20 et 200 litres lorsque les produits sont utilisés dans une machine non fermée	Une fontaine de nettoyage de 60l	D
2910.A	Installation de combustion, la	2 chaudières au gaz naturel de 980 kW	D

	puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW	1 chaudière au gaz naturel de 830 kW Puissance totale = 2,8 MW	
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale étant supérieure à 10 kW	14 chargeurs Puissance totale = 27,4 kW	D
2940.2	Application de colles par enduction, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est comprise entre 10 et 100 kilogrammes/jour	160 kg/j de colles contenant moins de 10% de solvants organiques Capacité équivalente = 80 kg/j	D

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration ;

L'établissement comprend également les installations figurant à la nomenclature des Installations classées, sans toutefois atteindre le seuil de classement, répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
1172	Stockage et emploi de substances très toxiques pour les organismes aquatiques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	1,8 T de produits liquides stockés sur site	NC
1173	Stockage et emploi de substances dangereuses pour les organismes aquatiques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 t	3,31 T de produits liquides ou pulvérulents stockés sur site	NC
1220	Emploi et stockage de l'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	1 bouteille de 6 kg	NC
1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz combustibles liquéfiés, la quantité totale de gaz susceptible d'être présente sur site étant inférieure à 6 t	Stockage de bouteilles de gaz pour la propulsion des chariots élévateurs Quantité totale = 13 bouteilles de 10 kg = 130 kg	NC
1418	Stockage ou emploi de l'acétylène La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 kg	1 bouteille de 5 kg	NC
1433.A	Installation de mélange à froid ou d'emploi de liquides inflammables, lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente est inférieure à 5 t	Mélange de parfums dans les solutions en cours de préparation à température ambiante Quantité maximale = 1000 kg	NC
1510	Stockage de produits combustibles en entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant compris entre 5 000 m ³ et 50 000 m ³	130 t de matières combustibles stockées sur site	NC
1530	Dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant inférieure à 1000 m ³	Stockage de palettes en bois = 180 m ³ Stockage de cartons d'emballage = 24 m ³ Stockage total = 204 m ³	NC
1630	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Stockage et emploi de soude liquide à 50% Stockage maximum = 7,2 t	NC

2560	Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée des machines fixes étant inférieure à 50 kW	Atelier de maintenance Puissance installée = 15 kW	NC
2640	Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, la quantité de matière produite ou utilisée étant inférieure à 200 kg/j	Emploi de colorants minéraux Quantité maximale inférieure à 25,8 kg/j	NC
2661.1	Transformation de plastiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant inférieure à 1 t/j	Emploi de film rétractable à chaud. Quantité maximale = 950 kg/j	NC
2663	Stockage de produits finis et semi-finis en matières plastiques, le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1000 m ³	Flacons et bouchons = 18 m ³ Films étirables = 6 m ³ Films rétractables = 13 m ³ Etiquettes en plastique = 23 m ³ Stockage total = 60 m ³	NC

Article 2 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 17 septembre 2003 en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Les prescriptions édictées par le présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté préfectoral n° 011 926 du 11 juillet 2001.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigées par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant,
- la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité (IPS) des installations.

Article 3 - MISE EN SERVICE

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans un délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

Article 4 - ACCIDENT - INCIDENT

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 5 - MODIFICATION - EXTENSION

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 6 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le préfet au moins un mois avant cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Il sera joint à la notification au Préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions de l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977.

II - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

A - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article 7 - GÉNÉRALITÉS

Article 7.1 – GÉNÉRALITÉS - Modalités générales de contrôle

Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant selon les modalités précisées dans les articles respectifs ci-dessous.

Ces contrôles doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibration.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus dans des délais aussi rapprochés que possible et n'excédant pas en tous cas :

- 15 jours après réalisation d'un contrôle ponctuel, ou après réception du rapport d'analyse fait par le laboratoire ou l'organisme compétent,
- 15 jours après l'échéance de la période de référence définie aux articles ci-après du présent arrêté.

Ces dispositions n'exonèrent pas l'exploitant :

- d'informer immédiatement les administrations compétentes en cas de dépassement des prescriptions,
- de joindre aux résultats les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés,
- de préciser les mesures prises pour remédier à cette situation.

L'exploitant adressera également les résultats des contrôles des rejets d'eau au Service chargé de la police de l'eau. Ce dernier peut également procéder, de façon inopinée, à des prélèvements dans les rejets et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant.

Article 7.2 - GÉNÉRALITÉS - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement ...).

Article 7.3 - GÉNÉRALITÉS - Déclaration annuelle (*)

Article 8 - AIR

Article 8.1 - AIR - Principes généraux

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les conduits d'évacuation seront disposés de telle manière que leur étanchéité puisse toujours être contrôlée en totalité.

Article 8.2 - AIR - Conditions de rejet

Les effluents gazeux des installations de combustion au gaz naturel sont rejetés par des cheminées dont les caractéristiques sont calculées conformément aux textes réglementaires.

Les émissaires suivants respectent en particulier les conditions suivantes :

Rejet	Nature de l'installation	Hauteur de la cheminée (m)	Vitesse d'éjection (m/s)
N° 1	Chaudière production vapeur	10,45	5
N° 2	Chaudières chauffage locaux	11	5
N° 3	Extracteur du mélangeur	Sans objet	5

Les vitesses d'éjection sont conformes à ces dispositions dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la date d'application du présent arrêté.

Article 8.3 - AIR - Prévention des envols de poussières et matières diverses (Art 4.1 de l'AM 02/02/1998)

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc ...) et convenablement nettoyées,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents, en particulier les colorants pigmentaires, sont confinés (récipients, silos bâtiments fermés ...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage d'aspiration et de filtration permettant de réduire les envols de poussières.

Ces dispositifs sont périodiquement contrôlés; les contrôles sont consignés dans un document mis à disposition de l'inspection des Installations Classées.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en oeuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Article 8.4 - AIR - Valeurs limites de rejet

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

Identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/an
N° 1 et 2	Oxydes de soufre en équivalent SO ₂	35	0.0924	27,72
N° 1 et 2	Oxyde d'azote en équivalent NO ₂	150	0,396	118,8
N° 3	Poussières	40	Sans objet	Sans objet

La teneur en oxygène pour les rejets n° 1 et 2 est ramenée à 3 % en volume.

Les valeurs en concentration s'appliquent à chacun des émissaires rejetant le même polluant, les valeurs en flux s'appliquent à la somme des émissaires rejetant le même polluant.

Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées.

La valeur limite annuelle des émissions diffuses en Composés Organiques Volatils (C.O.V.) est d'une tonne.

Article 8.5 - AIR- Contrôle des rejets

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur.

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques n° 1 et 2 sont équipés de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.

Article 8.6 - AIR - Surveillance des effets sur l'environnement (*)

Article 8.7 - AIR - Odeurs

L'exploitant prend toutes dispositions pour limiter les odeurs issues de ses installations. En particulier, les effluents gazeux odorants sont captés à la source et canalisés au maximum.

Article 8.8 - AIR - Composés Organiques volatils

L'exploitant adresse au préfet annuellement le plan de gestion des solvants et les actions mises en place visant à réduire leur consommation. Le plan de gestion des solvants doit permettre d'évaluer les émissions diffuses.

Article 9 - EAU

Article 9.1 - EAU - Prélèvements et consommation

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau.

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans le réseau public aux conditions suivantes:

Débit instantané maximal	80 m ³ /h
--------------------------	----------------------

Débit journalier maximal	800 m ³ /j – 700 m ³ /j en moyenne mensuelle
Volume annuel maximal	160 000 m ³

Les installations de l'entreprise dont le fonctionnement nécessite de l'eau ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur exploitation, permettre la pollution du réseau d'adduction public ou du réseau d'eau potable intérieur par des substances nocives ou indésirables, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Article 9.2 - EAU - Prévention des pollutions accidentelles

Article 9.2.1 - Eau - Egouts et canalisations (Art 8 - AM 02/02/98)

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux positionnant les points de rejet et les points de prélèvement et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours

Article 9.2.2 - Eau - Capacités de rétention (Art 10 - AM 02/02/98)

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux installations de traitement des eaux résiduaires. Cependant, en cas de dysfonctionnement de la station de traitement des effluents, l'exploitant arrêtera ses rejets. L'exploitant devra disposer d'une capacité de stockage de ses effluents correspondant à une période de production de 24 h minimum. L'exploitant établira une consigne indiquant la conduite à tenir en cas de dysfonctionnement de la station de traitement des effluents. Cette consigne sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Article 9.2.3 - Eau - Aire de chargement -Transport interne (Art 10 - AM 02/02/98)

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'article 9.2.2. ci-dessus. Toutefois, la capacité de rétention de l'installation de dépotage de matières premières assurée par une pompe de relevage vers le bassin tampon peut déroger à cette règle à condition que les dispositions suivantes soient respectées et que les consignes particulières associées soient connues du personnel et affichées à proximité :

- présence obligatoire et permanente lors du dépotage d'un opérateur qualifié,
- vanne en sortie de citerne avant flexible actionnable en permanence,
- arrêt du dépotage en cas d'alarme déclenchée par un dysfonctionnement de la pompe de relevage ou du détecteur de niveau d'eau du puits de relevage.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Pour ce dernier point, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Article 9.2.4 - Eau - Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident

Les installations sont conçues de manière à constituer une capacité de confinement permettant de recueillir le premier flot des eaux polluées d'un volume minimum de 480 m³, à l'extérieur des bâtiments, en complément des capacités de rétention à l'intérieur des bâtiments d'un volume de 820 m³, soit 1300 m³ au total.

Cette capacité est assurée par les bâtiments formant cuves de rétention des stockages, d'une part, les aires extérieures imperméables et les réseaux d'évacuation des eaux équipés de vannes d'obturation, d'autre part.

Les organes de commande nécessaires à l'obturation des réseaux externes doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Article 9.3 - EAU - Conditions de rejet

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit.

Les réseaux de collecte doivent préférentiellement séparer les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées.

La dilution des effluents est interdite.

Article 9.3.1 - Eau - Conditions de rejet des eaux industrielles

Les eaux industrielles sont constituées des effluents de lavage des installations de mélange, de transport et de conditionnement des produits d'hygiène. Les cycles de lavage automatisés génèrent des effluents concentrés et des effluents dilués.

Les effluents concentrés sont traités par évaporation; les concentrats sont traités comme déchets. Les condensats rejoignent les effluents dilués.

Les effluents dilués sont traités par filtration membranaire.

L'ensemble de ce procédé de traitement complet est appelé **phase II** dans la suite du présent arrêté.
Le procédé de traitement est actuellement en **phase I**, à savoir: seuls les effluents dilués sont traités, les effluents concentrés sont éliminés intégralement comme déchets sans avoir fait l'objet de la phase d'évaporation.

Les purges de la chaudière de production de vapeur rejoignent les eaux de lavage après traitement.

a) Rejet dans les eaux superficielles

Les eaux industrielles sont rejetées dans le réseau des eaux usées de la zone industrielle de BOIS L'ABESSE; ces eaux rejoignent la LIEPVRETTE au PK : 995,8

Les caractéristiques des eaux industrielles rejetées respectent les dispositions et valeurs suivantes :

pH :	compris entre 5,5 et 8,5	
Température mesurée 50 m en aval du rejet :	- élévation de température inférieure à 1,5 °C - température inférieure à 21,5 °C	

Débits :	Phase I	Phase II
Débit journalier maximal	100 m ³ /j	150 m ³ /j
Débit journalier maximal en moyenne mensuelle	80 m ³ /j	120 m ³ /j
Volume annuel maximal sur la base de 250 jours d'activité	20000m ³	30000 m ³

Concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :

Paramètre	Concentration moyenne sur l'échantillon (en mg/l)	Flux (en kg/j) Phase I		Flux (en kg/j) Phase II	
		2 h consécutives	24 h consécutives	2 h consécutives	24 h consécutives
MES	100	1	8	1,5	12
DBO5	100	1	8	1,5	12
DCO	300	3	24	4,5	36
Azote	15		1,2		1,8
Phosphore	2		0,16		0,24
Phénol	0,3		0,024		0,036
Fer, aluminium et composés en Fe+Al	5		0,4		0,6

Rappel : (débit moyen) x (concentration) = flux

Le passage de la **Phase I** à la **Phase II** est à déclarer au Préfet un mois avant sa mise en service, accompagnée du descriptif, des plans et de l'engagement formel de l'exploitant à respecter les présentes prescriptions.

Dans la **Phase I**, ou en cas de défaillance du traitement par évaporation, l'exploitant est autorisé à faire traiter ses effluents industriels par une station d'épuration collective, dans le respect des prescriptions préfectorales imposées à cette installation. L'exploitant communique à l'Inspection des Installations Classées l'accord de l'exploitant de la station exprimant la compatibilité des effluents à traiter avec les normes imposées au rejet dans le milieu naturel.

b) Rejet dans une station d'épuration collective

Le rejet des effluents industriels dans la station d'épuration collective urbaine de SELESTAT doit être réalisé, dans la mesure où cette solution permet de réduire encore la pollution rejetée au milieu naturel.

Les effluents industriels doivent préalablement avoir fait l'objet d'une étude de traitabilité et satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau (art. 34 de l'AM 02/02/98).

Les caractéristiques de l'effluent rejeté au réseau ne dépassent pas les valeurs suivantes :

pH :	compris entre 6 et 9
Température mesurée en sortie d'usine :	inférieure à 30 °C

Débits :

Débit journalier maximal	150 m ³ /h
Débit journalier maximal en moyenne mensuelle	120 m ³ /h
Volume annuel maximal sur la base de 250 jours d'activité	30000 m ³

Concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :

Paramètre	Concentration moyenne sur l'échantillon (en mg/l)	Flux (en kg/j)	
		2 h consécutives	24 h consécutives
MES	600	9	72
DBO5	800	12	96
DCO	2000	30	240
Azote	15		
Phosphore	2		
Phénol	0,3		
Fer, aluminium et composés en Fe+Al	5		

Rappel : (débit moyen) x (concentration) = flux

Article 9.3.2 - Eau - Conditions de rejet des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont rejetées dans un fossé bordant la limite EST du site et rejoignant la LIEPVRETTE.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé pour permettre de recueillir un premier flot des eaux susceptibles d'être polluées en situation accidentelle ou en cas d'incendie. Le confinement est assuré par les voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables ainsi que par les canalisations d'évacuation équipées de vannes d'obturation à leur extrémité.

Les eaux ainsi collectées peuvent être rejetées au milieu récepteur après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter les teneurs maximales suivantes:

Hydrocarbures totaux	inférieure à 5 mg/l.
Matières en suspension (MEST)	inférieure à 30 mg/l.

Article 9.3.3 - Eau - Conditions de rejet des eaux sanitaires

Les eaux vannes et sanitaires sont évacuées et traitées conformément au Code de la Santé Publique. Après raccordement à la station d'épuration urbaine, la fosse de réception des eaux sera vidangée, nettoyée et by-passée.

Article 9.3.4 - Eau- Conditions de rejet des eaux de refroidissement

Les installations de réfrigération sont en circuit fermé. Les éventuelles vidanges des circuits sont traitées comme des déchets spéciaux. A la condition de justifier de la conformité aux dispositions de l'article 9.3.2. ci-dessus, ces effluents peuvent néanmoins être traités comme des eaux industrielles.

Article 9.4 - EAU - Contrôles des rejets

L'exploitant réalise, à la sortie de sa station de traitement interne et avant mélange avec d'autres eaux, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Situation des points de contrôle	Paramètres	Fréquence	Echantillon minimal
En sortie de station de traitement des effluents	Débit PH Température ⁽¹⁾	En continu	/
	DCO	Journalière	2 heures
	DCO MEST DBO ₅ Azote, Nitrates, Nitrites et Ammoniac Phosphore et orthophosphates Phénol Hydrocarbures totaux Substances réagissant au bleu de méthylène Cyanure Fer Aluminium Nickel Zinc	Trimestrielle	24 heures
En sortie du séparateur à hydrocarbures avant rejet au fossé	Hydrocarbures totaux MEST	Annuelle	Ponctuel

(1) Après un période de validation entre les températures mesurées en sortie de station et 50 mètres en aval du point de rejet dans la LIEPVRETTE.

Les analyses trimestrielles des rejets des eaux sont réalisées par un laboratoire agréé, sur une période minimale de 24 heures pour les paramètres du tableau ci-dessus. Les contrôles inopinés à l'initiative de l'Inspection des installations classées, du service de la police de l'eau, du gestionnaire de la station d'épuration, lorsqu'ils portent au moins sur les mêmes paramètres et une période minimale de même amplitude, peuvent être considérés comme bilan trimestriel.

Après raccordement à la station d'épuration collective, l'industriel tient à disposition de l'inspection des installations classées un bilan du fonctionnement de la station d'épuration et des rejets dans l'ILL. Les contrôles peuvent être allégés, à la demande de l'exploitant, sur la base de l'autorisation de rejet délivré par le gestionnaire de la station d'épuration, et après accord de l'inspection des Installations Classées.

Article 9.5 - EAU - Surveillance des effets sur l'environnement

Surveillance des eaux de surface

L'exploitant aménage un point de surveillance en aval de son rejet à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau.

Article 10 - DÉCHETS

Article 10.1 - DÉCHETS - Principes généraux

L'exploitant s'attache à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organise la collecte et l'élimination de ses différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (titre IV du livre V du Code de l'Environnement), ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

A l'exclusion des déchets banals revalorisés, les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

- Déchets industriels banals en mélange non revalorisés :	Déchets assimilés aux ordures ménagères	210T
	Effluents concentrés acheminés en station d'épuration ⁽¹⁾	12 500T
	Boues de vidange acheminées en station d'épuration ⁽²⁾	20T
- Déchets dangereux :	Boues de station de traitement des effluents concentrés ⁽³⁾	1750T
	Huiles usagées	1T

(1) C.f. article 9 du présent arrêté; en phase II, tous les effluents concentrés sont traités en station interne,

(2) Suppression de la fosse de vidange au raccordement à la station d'épuration collective,

(3) A la mise en route de la phase II (traitement des effluents concentrés).

Article 10.2 - DÉCHETS - Collecte et stockage des déchets

L'exploitant met en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, bois, cartons, plastiques non souillés doivent être valorisés ou être traités comme les déchets ménagers et assimilés ;

- les déchets dangereux définis par le décret 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets qui doivent faire l'objet de traitement particulier.

Le stockage des déchets dans l'établissement avant élimination se fait dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantissent la prévention des pollutions, des risques et des odeurs. Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. En particulier les effluents concentrés destinés à être traités dans une station d'épuration collective externe sont stockées dans une citerne calorifugée à double paroi équipée d'un détecteur de fuite.

Article 10.3 - DÉCHETS - Elimination des déchets

Toute mise en dépôt à titre définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisance. Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. En particulier, l'exploitant tient à jour la liste des transporteurs agréés qu'il utilise.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

Article 10.4 - DÉCHETS - Contrôle des déchets

L'exploitant communique à l'inspection des installations classées, l'autorisation écrite du gestionnaire de la station d'épuration avant d'y acheminer ses effluents concentrés; cette autorisation stipule les quantités admises pour la période délimitée concernée et les résultats de la vérification de la traitabilité des effluents.

Un bilan annuel des déchets visés à l'article 10.1. est communiqué à l'inspection des Installations Classées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent. Ce récapitulatif prend en compte les déchets produits et les filières d'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés trois ans.

Article 10.5 - DÉCHETS - Epandage

Tout épandage direct de déchets par l'exploitant est interdit; cette interdiction ne s'applique pas aux boues des stations d'épuration urbaines pour lesquelles l'exploitant est autorisé à y acheminer ses effluents.

Article 11 - SOLS (*)

Article 12 - BRUIT ET VIBRATIONS

Article 12.1- BRUIT ET VIBRATIONS - Principes généraux

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1^{er} du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Article 12.2 - BRUIT ET VIBRATIONS - Valeurs limites

Au-delà d'une distance de 200m des limites de propriété, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

POINTS DE CONTRÔLE	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point 1, angle SUD EST, limite de ZER	65,7 dB(A)	55,5 dB(A)
Point 2, angle NORD EST, bâtiment	67,8 dB(A)	50,1 dB(A)
Point 3, SUD OUEST, entrée site	68,5 dB(A)	55 dB(A)
Point 4, SUD, limite de ZER	57 dB(A)	49 dB(A)

Les valeurs de niveaux sonores limites admissibles figurant dans le tableau ci-dessus peuvent être modulées en fonction de la circulation routière variable selon les conditions de mesure.

Article 12.3 - BRUIT ET VIBRATIONS - Contrôles

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

B - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ

Article 13 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement est assurée, soit par un gardiennage, soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes. L'exploitant établit une consigne quant à la surveillance de son établissement.

L'établissement disposera d'un éclairage nocturne de sécurité sur l'ensemble du site.

Article 14 - DÉFINITION DES ZONES DE DANGER

L'exploitant détermine les zones de risque incendie, de risque explosion et de risque toxique de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

Ces risques sont signalés.

Article 15 - CONCEPTION GÉNÉRALE DE L'INSTALLATION

Les bâtiments, locaux, appareils sont conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre.

Article 15.1 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Implantation - Isolement par rapport aux tiers

Les installations sont situées à une distance d'au moins :

- 25 mètres des locaux occupés ou habités par des tiers,
- 15 mètres des voies à grande circulation dont le débit est supérieur à 2000 véhicules/jour et des voies ferrées ouvertes au transport de voyageurs.

Article 15.2 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles de construction

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare flamme ...) adaptés aux risques encourus.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

Les salles de commande et de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation.

Article 15.3 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'aménagement

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son établissement.

En particulier des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses.

Les bâtiments et dépôts sont facilement accessibles par les services de secours qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé.

Les installations électriques sont conformes aux réglementations en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Article 15.4 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions sont prises en fonction des zones de dangers pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation.

Les dispositions constructives assurent la continuité électrique et la mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, notamment les piliers de la structure du magasin de stockage des cartons, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages).

Article 15.5 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Protection contre la foudre

L'exploitant réalise la mise en conformité de ses installations conformément aux préconisations de l'étude préalable foudre annexée au dossier de demande d'autorisation dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 15.6 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle.

Les paramètres significatifs de la sécurité des installations sont mesurés et si nécessaires enregistrés en continu.

Les appareils de mesure ou d'alarme des paramètres IPS figurent à la liste des équipements IPS.

Les équipements IPS sont de conception éprouvée. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité sont connus de l'exploitant. Pour le moins, leurs défaillances électroniques sont alarmées, et leur alimentation électrique et en utilité secourue sauf parade de sécurité équivalente. L'exploitant détermine ceux des équipements devant disposer d'une alimentation permanente. Ils sont conçus pour être testés périodiquement, en tout ou partie, sauf impossibilité technique justifiée par des motifs de sécurité. Ils doivent résister aux agressions internes et externes.

Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites.

Article 15.7 - CONCEPTION GÉNÉRALE - Règles d'exploitation et consignes

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.

Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

L'exploitant tient à jour la localisation précise et la nature des produits stockés, ainsi que l'information sur les quantités présentes et dispose des fiches de données de sécurité des produits prévus à l'article R 231-53 du Code du travail.

Dans les zones de risque incendie, les flammes à l'air libre et les appareils susceptibles de produire des étincelles sont interdits, hormis délivrance d'un "permis de feu", signé par l'exploitant ou son représentant.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnel d'entreprises extérieures ...). L'exploitant s'assure fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel. Il s'assure également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques ... ont des consignes écrites et/ou affichées. Celles-ci comportent la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, en période d'arrêt, ou lors de la remise en fonctionnement après des travaux de modification ou d'entretien,
- les tuyauteries susceptibles de contenir du gaz devront faire l'objet d'une consigne de vérification périodique,
- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, sont affichées.

Ces consignes sont compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs, établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des ateliers est limitée selon les nécessités de la production

Article 16 - SÉCURITÉ INCENDIE

Article 16.1 - SÉCURITÉ INCENDIE - Détection et alarme

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'une atmosphère explosive ou d'un sinistre.

Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement au poste de garde et à l'extérieur vers une société de surveillance.

Article 16.2 - SÉCURITÉ INCENDIE - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.

Les ressources en eau doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel. Ces ressources comprennent :

- 3 poteaux incendie internes alimentés par pompe et 3 poteaux incendie externes normalisés, situés à moins de 100 m des installations, d'un débit de 60 m³/h unitaire, soit une capacité globale théorique de 240 m³/h,

Les moyens d'intervention sur le site se composent :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés,
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA),
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux,
- une réserve d'eau de 1023 m³, prévue pour alimenter les trois poteaux internes, les RIA et le dispositif d'extinction automatique,

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 16.3 - SÉCURITÉ INCENDIE - Plan d'intervention

L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :

- l'organisation,
- les effectifs affectés,
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,
- les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours.

Article 16.4 - SÉCURITÉ INCENDIE - Dispositif d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité

Chaque installation devra pouvoir être arrêtée en urgence et mise en sécurité en cas de nécessité.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en oeuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", accessibles en toutes circonstances et sans risques pour l'opérateur. Ils sont classés "équipements importants pour la sécurité" (IPS) et soumis aux dispositions de l'article 15.6 du présent arrêté.

Tous les équipements de lutte contre l'incendie ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz...) sont convenablement repérés et facilement accessibles.

Article 17 - ZONE DE RISQUE TOXIQUE (*)

III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

Article 18 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

Article 18.1 - Local de stockage des produits inflammables

Une ventilation mécanique efficace fonctionne de manière à éviter l'apparition de toute atmosphère explosive.

Les installations électriques doivent être réduites au strict nécessaire et constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Un système de détection d'atmosphère explosive équipe le local; ce système est relié à une alarme reportée au poste de commande et au poste de garde de l'usine.

Le local est équipé de moyens de désenfumage adaptés.

Les dispositions du présent article sont respectées un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 18.2 - Installations de mise en œuvre des colorants pulvérulents

Les colorants liquides classés toxiques ou très toxiques pour l'environnement aquatique sont stockés dans le local spécifique avec les parfums.

Les colorants pulvérulents classés toxiques ou très toxiques pour l'environnement aquatique sont stockés en racks spécifiques et bien identifiés. Les installations (racks, sols) ne présentent pas d'aspérités permettant l'accumulation de poussières. Une consigne spécifique définit les opérations de nettoyage en cas de rupture du conditionnement et de dissémination de produit..

Les équipements d'aspiration et de filtration des colorants en poudre sont munis de dispositifs évitant la propagation d'une éventuelle explosion.

Les déchets de filtration sont conditionnés en récipients étanches entreposés dans des conditions de sécurité équivalentes à celles des produits neufs, avant élimination.

Article 18.3 - Installations de charge de batteries d'accumulateurs

Les postes de charges sont implantés dans des endroits protégés des chocs et de l'empoussièrement, réservés exclusivement à cet effet et suffisamment éloignés des sources d'inflammation ou des matériaux combustibles.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux comportant des postes de charge doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après :

*Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries :	Q = 0,05 n l
*Pour les batteries dites à recombinaison :	Q = 0,0025 n l

Q = débit minimal de ventilation, en m3/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

I = courant d'électrolyse, en A

Les parties d'installation présentant un risque d'apparition d'une atmosphère explosive sont équipées de détecteurs d'hydrogène. Dans ces parties de l'installation, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, là où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

Les opérations de charge ne peuvent être effectuées en dehors de la période de présence de personnel.

IV – DIVERS

Article 19 - AUTRES RÉGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 20 - DROIT DE RÉSERVE

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 21 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 22 - AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

Article 23 - SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement.

Article 24 - PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Lièpvre et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 25 - EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours, le sous-préfet de l'arrondissement de Ribeauvillé, le maire de la commune de Lièpvre et Saint-Hippolyte dans le *Haut-Rhin*, le maire de la commune de Châtenois, Kintzheim, La Vancelle, Neubois et Orschviller dans le *Bas-Rhin* sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant de la société.BUDELPACK S.a.s. à Lièpvre.

Fait à Colmar, le 11 janvier 2005
Le préfet
pour le préfet
et par délégation de signature
le secrétaire général

Signé

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

() Un canevas a été constitué en région Alsace pour la rédaction des prescriptions relatives aux arrêtés préfectoraux applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Certaines dispositions ne se justifiant pas pour les installations présentement visées, elles ont été supprimées. Néanmoins, la numérotation a été conservée pour permettre une homogénéité entre les arrêtés.*

//)) NNEXE 1 à l'arrêté préfectoral
n°2005-11-3 daté du **11 janvier 2005** portant
autorisation , au titre l^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ,
à la **S.a.s.. BUDELPACK à LIEPVRE**
de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une unité
de formulation de produits cosmétiques

-=-=-

**Rappel des principales dispositions de l'arrêté
exigeant un suivi**

-=-=-

Article de référence de l'arrêté d'autorisation:	Résumé de l'objet des dispositions prévues	Type de suivi ou date d'échéance
8.2.	Vitesses d'éjection des gaz	Trois mois après publication A.P.
8.3.	Contrôle des filtres sur aspiration colorants	Consignation des contrôles et opérations de maintenance
8.4.	Contrôle émissions	Triennal
8.8.	Plan de gestion des solvants et mesures de réduction de consommation.	Annuel
9.3.2.	Séparateur à hydrocarbures sur réseau d'évacuation des eaux pluviales	Avant le 31/03/2005
9.4.	Analyses rejets eaux	Continues, journalières, Trimestrielles et annuelles
10.4.	Bilan d'élimination des D.I.S.	Annuel
12.3.	Bilan émissions sonores	Triennal
15.3.	Rapport de contrôle des Installations électriques	Annuel
15.7.	État des stocks de produits inflammables,	Permanent

	toxiques ou dangereux pour l'environnement	
16.2.	Justification des débits d'eau d'extinction d'incendie disponibles	Trois mois après publication A.P.
18.1.	Toutes dispositions de l'article	Trois mois après publication A.P.

//)) NNEXE 2 à l'arrêté préfectoral
n°**2005-11-3** daté du **11 janvier 2005** portant
autorisation , au titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ,
à la **S.a.s.. BUDELPACK à LIEPVRE**
de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une unité
de formulation de produits cosmétiques

--- --

**PLAN DES POINTS
DE CONTROLE
DES EMISSIONS SONORES**